

Obtenir des avancées concrètes contre l'impunité fiscale

Nous revendiquons la fin de l'impunité fiscale. Cela nécessite de renforcer chacun des maillons de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale,

- renforcer les moyens humains, juridiques et matériels de l'administration fiscale et du parquet financier ;
- supprimer le monopole de Bercy en matière d'ouverture de poursuites pénales : chaque année, seuls 2 % des infractions fiscales sont transmises à la justice, un ratio à faire pâlir d'envie tous les autres délinquants ;
- ouvrir l'éventail des peines pour les fraudeurs fiscaux et ceux qui les aident (comptables, avocats, banquiers, commissaires aux comptes) ;
- interdire le pantouflage, c'est-à-dire les allers-retours entre le monde de la finance et de la politique (comme l'illustre le cas de manuel Barroso, l'ancien président de la Commission Européenne recruté par Goldman Sachs).

Attac Bourg-en-Bresse est à l'origine de ce document ; elle est rejointe par d'autres organisations et citoyen.n.es qui se reconnaissent dans le bien-fondé de cette action.

http://local.attac.org/ain_bourg.en.bresse@attac.org

<http://www.france.attac.org>

Pour approfondir :

<http://www.stopparadisfiscaux.fr/>

<http://www.financeresponsible.org/>

<http://www.paradisfiscaux20.com/> (site « d'information »)



décembre 2016



Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique



Les banques organisent la fraude et l'évasion fiscale

Cahuzac, LuxLeak, SwissLeaks, Panama Papers... Malgré les scandales et les effets d'annonce, les paradis fiscaux continuent à prospérer et les grandes banques françaises et internationales, qui jouent un rôle clé dans l'industrie de l'évasion fiscale, n'ont toujours pas changé leurs pratiques. L'impunité judiciaire dont jouissent les délinquants fiscaux et leurs complices les banques, est une injustice que nous ne pouvons pas accepter. L'évasion fiscale se fait à une telle échelle que cela s'apparente à un vol en bande organisée : de 60 à 80 milliards d'euros manquent chaque année dans les caisses de l'Etat français, soit des sommes comparables au montant du déficit public !

L'argent pour la justice sociale existe : il est dans les paradis fiscaux !

Pourtant l'argent ne manque pas : il est dans les paradis fiscaux, qui abritent pas moins de 20 000 milliards de dollars selon Tax Justice Network.

Rien qu'au niveau de l'Union européenne, l'évasion fiscale coûte 1 000 milliards € par an aux budgets publics. Elle est organisée en grande partie par les banques. Les banques françaises ne sont pas en reste : la première d'entre elles, BNP Paribas, détient 171 filiales dans les paradis fiscaux, le Crédit Agricole 159, la SG 139 etc..

- **Présence des Banques dans les paradis fiscaux**

Nbre de filiales à l'étranger ds les paradis fiscaux	BNP	BPCE	SG	Crédit Mutuel	Crédit Agricole	TOTAL
Global	656	614	787	325	658	3040
Etrangères (dont PFJ)	540	313	474	82	289	1698
dans PFJ	170	91	139	44	159	577

PFJ = Paradis Fiscaux et Judiciaires

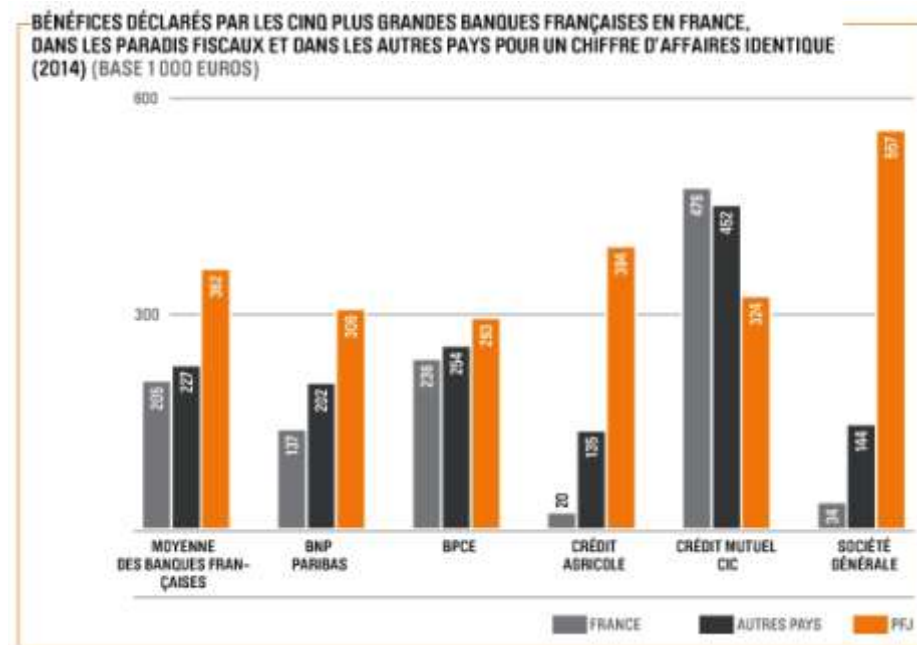
Sur les
159 filiales
du Crédit Agricole
dans les paradis fiscaux,
seulement
7
banques de détail

Pour le Crédit Agricole, principalement aux Pays-Bas, Luxembourg, Belgique, Suisse et aussi Madère, Bahamas, Bermudes, Hong Kong, Irlande, Singapour, Uruguay, Monaco, îles Caïmans.

Ce ne sont pas les faucheurs de chaises qu'il faut juger, c'est l'évasion fiscale en fraude organisée

Il s'agit aujourd'hui de dénoncer l'impunité fiscale dont jouissent les évadés fiscaux et les banques organisatrices de l'évasion fiscale, alors que les lanceurs d'alerte et les Faucheurs de chaises sont poursuivis en justice.

Jon Palais passera en effet en procès le 9 janvier 2017 à Dax pour "vol en réunion", suite à une action de réquisition de chaises menée en octobre 2015 dans une agence BNP à Paris. Il s'agit du premier Faucheur de chaises poursuivi en justice. Dénoncer l'impunité fiscale ; mettre en lumière ce qui pourrait être financé avec l'argent de l'évasion fiscale (financement de la transition sociale et écologique, des services publics...) Nous souhaitons imposer ce sujet dans le débat public et rendre l'impunité fiscale de plus en plus insupportable pour une majorité de la population dans un contexte où « il n'y a pas d'argent » pour la transition écologique et sociale.



Les paradis fiscaux et les ALE (accords de libre-échange) tels que le CETA (UE-Canada), le TAFTA (UE-USA) réduisent tous deux l'action de l'État.

Les paradis fiscaux permettent de gruger les revenus des États et donnent la possibilité à un grand nombre d'individus ou d'entreprises de ne pas payer (ou peu) d'impôts et d'échapper à des réglementations établies dans l'intérêt public, en maintenant des filiales offshore.

Les accords de libre-échange réduisent le pouvoir des gouvernements de mener des politiques commerciales et de développement local en éliminant les droits de douanes, en offrant les marchés publics à la concurrence internationale, en encourageant les privatisations. Ils permettent à des entreprises de poursuivre les gouvernements – alors que l'inverse n'est pas possible.

Il est plus que jamais nécessaire de s'attaquer à l'un et à l'autre si l'on souhaite vivre dans un monde plus juste.

